

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Renseignements généraux
Opposition officielle

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

<div>Question 1</div>	<div>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :</div> <div><div>a) les endroits et dates de départ et de retour ;</div><div>b) la copie des programmes et rapports de mission ;</div><div>c) les personnes rencontrées ;</div><div>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;</div><div>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;</div><div>f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.</div></div>
-----------------------	---

Aucun.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html> . En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

<div>Question 2</div>	<div>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2022-2023 :</div> <div><div>a)</div>les raisons du déplacement ;<div>b)</div>l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;<div>c)</div>les coûts ventilés ;<div>d)</div>le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc. ;</div>
-----------------------	---

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

<div>Question 3</div>	<div>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</div> <div><div>a)</div><div>la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ;</div><div>b)</div><div>les noms des firmes de publicité retenues ;</div><div>c)</div><div>la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</div><div>d)</div><div>le but visé par chaque dépense ;</div><div>e)</div><div>dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire ;</div></div>
-----------------------	--

Aucune.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme. [Diffusion de l'information | Conseil de la justice administrative \(gouv.qc.ca\)](#)

<div>Question 4</div>	<div>Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :</div> <div><div>a. la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ;</div><div>b. les noms des firmes de publicité retenues ;</div><div>c. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</div><div>d. les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;</div><div>e. le but visé par chaque dépense;</div><div>f. le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée;</div></div> <div>Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.</div>
-----------------------	---

Aucune.

Question 5	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</p> <p>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
------------	---

Aucune.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html> .

<div>Question 6</div>	<div>La liste des dépenses en formation de communication :</div> <div>Organisée par le ministère ou l'organisme :</div> <div>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ; b) le but recherché par chaque dépense ; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</div> <div>Données par un professionnel ou une firme externe :</div> <div>d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</div>
-----------------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

Question 7	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>c) la nature de la formation ;</p> <p>d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;</p> <p>e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.</p>
------------	--

Aucune.

<div>Question 8</div>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme ;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) ;c) le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;d) la date d’octroi du contrat ;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments ;f) l’échéancier ;g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.</p>
-----------------------	---

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/> . De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme.
<https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

<div>Question 9</div>	<div>Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune ; b) la grille d’évaluation des soumissions ; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ; d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat ; e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.</div>
-----------------------	--

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>.

Question 11	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet ;</p> <p>b) la nature du projet ;</p> <p>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;</p> <p>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;</p> <p>e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;</p> <p>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;</p> <p>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;</p> <p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;</p> <p>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <p>a. la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.</p> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</p> <p>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.</p>
-------------	---

Aucun.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca> .

<div>Question 12</div>	<div>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</div> <div><div>a) les coûts estimés par année :</div><div>b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;</div><div>c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;</div><div>d) la liste des fournisseurs;</div><div>e) une copie du plan de déploiement.</div></div>
------------------------	--

Aucun.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique> .

Question 13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie ;
- b) le mobilier de bureau ;
- c) l'ameublement ;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes ;
- e) le distributeur d'eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport ;
- g) le remboursement des frais d'hébergement ;
- h) le remboursement des frais de repas ;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes ;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a. au Québec ;
 - b. à l'extérieur du Québec.

	CJA
PHOTOCOPIE	0 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	35 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	6 310 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 \$
TOTAL	6 345 \$

Question 14	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
	a) le coût des contrats téléphoniques ;
	b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
	c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
	d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu ;

	CJA
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	0 \$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	0 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

Question 15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :</p> <p>a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus ;</p> <p>b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins ;</p> <p>c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;</p> <p>d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ;</p> <p>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :</p> <p>a. le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p> <p>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel ;</p> <p>g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ;</p> <p>h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique ;</p> <p>i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers ;</p> <p>j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;</p> <p>k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;</p> <p>l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;</p> <p>m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions) ;</p> <p>n) le nombre d'employés permanents et temporaires ;</p> <p>o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ ;</p> <p>p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi ;</p> <p>q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;</p> <p>r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région ;</p> <p>s) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction ;</p>
-------------	--

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF				FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CADRES :				%		%		%		%		%		%		%
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
TOTAL	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :				%		%		%		%		%		%		%
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	33,3 %	1	33,3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ANS ET PLUS	2	0	2	66,6 %	2	66,6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
TOTAL	3	0	3	100 %	3	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :				%		%		%		%		%		%		%
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	50 %	1	50 %	0	0 %	0	0%	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ANS ET PLUS	1	0	1	50 %	1	50 %	0	0 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
TOTAL	2	0	2	100 %	2	100 %	0	0 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
PERSONNEL OUVRIER :				%		%		%		%		%		%		%
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
TOTAL	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE:				%		%		%		%		%		%		%
MOINS DE 35 ANS	2	0	2	40 %	2	40 %	0	0 %	0	%	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ANS ET PLUS	3	0	3	60 %	3	60 %	0	0 %	1	20 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
TOTAL	5	0	5	100 %	5	100 %	0	0 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %

C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Les informations renferment des renseignements personnels confidentiels au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.

E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

Aucune.

Source : G.15-GIR - étude des crédits RH - Heures supplémentaires

F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

Les informations renferment des renseignements personnels au sens de l'article 53 de la Loi sur l'accès.

Source : G.15 GIR - Étude des crédits RH - maladies_vacances

G. Le nombre de personne ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Les informations renferment des renseignements personnels confidentiels au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.

H. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. Le nombre de personne et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens des articles 54, du paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de la Loi. Ces renseignements ne peuvent être divulgués. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Régions	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	Ouvriers	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

K. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

Aucune.

Source : G.15 GIR - Étude des crédits RH - Effectifs et réserves

L. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Aucun.

Source : G.15 GIR - Étude des crédits RH - Effectifs et réserves

M. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principale de direction et chacune des régions)

Régions	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	Ouvriers	Total
Bas-Saint-Laurent	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
Capitale-Nationale	0	3	2	0	0	5
Mauricie	0	0	0	0	0	0
Estrie	0	0	0	0	0	0
Montréal	0	0	0	0	0	0
Outaouais	0	0	0	0	0	0
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0	0	0	0
Côte-Nord	0	0	0	0	0	0
Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	0	0	0	0	0	0
Laval	0	0	0	0	0	0
Lanaudière	0	0	0	0	0	0
Laurentides	0	0	0	0	0	0
Montréal	0	0	0	0	0	0
Centre-du-Québec	0	0	0	0	0	0
Total	0	3	2	0	0	5

Source : G.15 GIR - Étude des crédits RH - Effectifs et réserves

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O. Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2021-2022 et les cinq années précédentes

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

R. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

S. Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région

Aucun.

<div>Question 16</div>	<div>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :</div> <div><div>a)</div><div>le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées ;</div></div> <div><div>b)</div><div>le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines ;</div></div> <div><div>c)</div><div>le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</div></div>
------------------------	--

Aucun.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements généraux – Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :
a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, BUREAU 4.30, QUÉBEC	92 876\$	253	0 \$	0 \$	INFORMATION SQI	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>19</div>	<div>19. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :</div> <div>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;</div> <div>b) La valeur estimée de ceux-ci;</div> <div>c) Les coûts d'entretien annuel;</div> <div>d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci;</div>
---	--

Aucun.

Question 22	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a) les dates des travaux ;</p> <p>b) les coûts ;</p> <p>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
-------------	---

Aucun.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>24</div>	<div>Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</div> <div>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;</div> <div>b) la circonscription électorale ;</div> <div>c) le montant attribué ;</div> <div>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</div>
---	---

Aucune.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26). <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html>

<div>Question 25</div>	<div>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</div> <div><div>a)</div><div>le nom de la personne ;</div></div> <div><div>b)</div><div>le poste occupé ;</div></div> <div><div>c)</div><div>le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;</div></div> <div><div>d)</div><div>l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;</div></div> <div><div>e)</div><div>la date de l'assignation hors structure ;</div></div> <div><div>f)</div><div>la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;</div></div> <div><div>g)</div><div>les prévisions pour 2023-2024.</div></div>
------------------------	--

Aucun.

<div>Question 26</div>	<div>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</div> <div><div>a)</div><div>b)</div><div>c)</div><div>d)</div><div>e)</div><div>le poste initial ;</div><div>le salaire ;</div><div>le poste actuel, s'il y a lieu ;</div><div>la date de la mise en disponibilité ;</div><div>les prévisions pour 2023-2024.</div></div>
------------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 32	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.
-------------	---

Aucune.

Question 33	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
	a) le nom du site Web ; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ; c) les coûts de construction du site ; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait, et les raisons du changement) ; f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites, ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») ; g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Adresse du site Internet : www.cja.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Vortex solutions
Les coûts de construction du site :	0 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	1 310 \$
Les coûts de modernisation ou de refonte :	0 \$
Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :	95 \$

<div>Question 34</div>	<div>Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</div> <div><div>a)</div><div>b)</div><div>c)</div><div>d)</div><div>e)</div><div>f)</div><div>g)</div><div>la liste ;</div><div>le nom de la personne ;</div><div>les mandats de chacune de ces personnes ;</div><div>le détail des contrats octroyés pour chaque mandat ;</div><div>le résultat du travail effectué ;</div><div>les échéances prévues ;</div><div>les sommes impliquées.</div></div>
------------------------	---

Aucun.

<div>Question 36</div>	<div>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire ou adjoint gouvernemental des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023:</div> <div><div>a) le détail des mandats ;</div><div>b) le coût (déplacements, etc.) ;</div><div>c) le nombre de ressources affectées ;</div><div>d) le nombre de rencontres ;</div><div>e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;</div><div>f) l’objet ;</div><div>g) les dates.</div></div>
------------------------	--

Aucun.

Question 37	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 40	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère et les projections pour l'année 2023-2024.
-------------	--

Aucun.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 42	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	---

Aucune.

Question 43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
-------------	--

Aucune.

Question 44	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
-------------	--

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Question 51	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <p>a) la dépense totale (opération et capital) ;</p> <p>b) les grands dossiers en cours ;</p> <p>c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;</p> <p>d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;</p> <p>e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.</p>
-------------	---

Aucune.

Question 52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 53	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

Question 66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.
-------------	---

Aucune.

Question 67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.
-------------	--

Aucune.

Question 69	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :	
	a)	Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
	b)	Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
	c)	Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
	d)	Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
	e)	Nombre d'employés en bénéficiant :
	a.	1 jour par semaine :
	b.	2 jours par semaine :
	c.	3 jours par semaine :
	d.	4 jours par semaine :
	e.	5 jours par semaine :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf f.

